



Cellule Marchés Publics

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux d'aménagement d'une plateforme de stockage de
matériaux inertes

Date et heure limites de réception des offres :
lundi 03 mars 2025 à 12:00

Chambre de Commerce et d'Industrie Caen Normandie
1 Rue René Cassin - Saint-Contest
14911 CAEN CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux d'aménagement d'une plateforme de stockage de matériaux inertes
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
3 - Les intervenants	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
3.2 - Contrôle technique.....	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Contenu du dossier de consultation.....	5
6.1 - Documents à produire.....	6
6.2 - Visites sur site.....	7
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
7.1 - Transmission électronique.....	7
7.2 - Transmission sous support papier	8
8 - Examen des candidatures et des offres.....	8
8.1 - Sélection des candidatures.....	8
8.2 - Attribution des marchés.....	9
9 - Renseignements complémentaires.....	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
9.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux d'aménagement d'une plateforme de stockage de matériaux inertes

Lieu(x) d'exécution :

Terminal de Blainville
14550 Blainville sur Orne

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Aménagement de la plateforme
02	Mesures compensatoires environnementales

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45112500-0	Travaux de terrassement
45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

Lot(s)	Code principal	Description
01	45112500-0	Travaux de terrassement
02	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ARTELIA Villes & Territoires
Centre d'affaires Odyssée
4 Avenue de Cambridge
14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Tél. : +33 (0)2 31 06 66 04

Courriel : caroline.eveillard@arteliagroup.com

Elle est représentée par : Caroline EVEILLARD.

3.2 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Fonds propres

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Le planning général des travaux
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le dossier des pièces graphiques
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
- L'étude géotechnique G2 AVP
- Les arrêtés préfectoraux et dossiers d'enregistrement

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) <i>Ces documents sont joints au DCE, sous format Excel. Ils sont à compléter par le candidat, en renseignant uniquement la colonne « Prix Unitaire/Forfait H.T. » du BPU. Aucune modification de ces documents n'est admise. Ces documents seront à remettre dans l'offre du candidat sous format Excel.</i>	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat <i>L'utilisation du cadre de réponse joint au DCE est impérative. Le mémoire ne devra pas dépasser 30 pages A4 (une page A3 équivaut à 2 pages A4), y compris page de garde et annexes, mais hors planning</i>	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est possible.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les candidats devront s'inscrire en effectuant une demande par courriel, à l'adresse suivante :

caroline.eveillard@arteliagroup.com

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CCI Caen Normandie
Direction des Equipements Portuaires
Bassin d'Hérouville
978 RD 402
14200 Hérouville Saint Clair

Les formats compatibles avec le système informatique de la CCI Caen Normandie sont les suivants :

.doc ; .xls ; .ppt ; .pdf ; .rtf ; .zip ; .docx ; .xlsx ; .pptx.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat remet son offre de manière dématérialisée sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50.0
2-Valeur technique	50.0
2.1-Intégration du chantier dans son environnement <i>Contexte et compréhension du projet. Reportage photographique commenté du site. Identification des contraintes et spécificités du site et du projet et solutions proposées pour y répondre.</i>	10.0
2.2-Méthodologie spécifique d'exécution des travaux <i>Projet d'installation de chantier. Description des différentes tâches d'exécution des travaux du marché, dans leur ordre de réalisation, comprenant : - Etudes d'exécution ; - Méthodologie d'exécution, modes opératoires ; - Contrôles internes et externes. Prise en compte des contraintes spécifiques du projet dans la méthodologie proposée.</i>	15.0
2.3-Phasage et planning d'exécution détaillé <i>Planning d'exécution détaillé, de la préparation de chantier à la réception des travaux, avec : - Les tâches et leur enchaînement ; - Les moyens humains et matériels par tâche ; - Les tâches de préparation de chantier ; - Les délais d'approvisionnement. Cohérence du planning avec les moyens prévus.</i>	15.0
2.4-Démarche et management environnemental <i>Méthodologie pour respecter les exigences en matière de management environnemental (conformité des installations de chantier, mise en défens des espaces à préserver, suivi environnemental, sensibilisation, visite de chantier, organisation des 1/4h environnement, stockage des produits dangereux ...). Mesures de protection des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Mesures concrètes et spécifiques au projet pour limiter l'impact carbone du chantier. Il n'est pas demandé au candidat de présenter la démarche environnementale de son entreprise mais les mesures environnementales concrètes qui seront mises en place dans le cadre du chantier.</i>	10.0

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	60.0
2.1-Intégration du chantier dans son environnement <i>Contexte et compréhension du projet.</i> <i>Reportage photographique commenté du site.</i> <i>Identification des contraintes et spécificités du site et du projet et solutions proposées pour y répondre.</i>	10.0
2.2-Modes opératoires et organisation du chantier <i>Projet d'installation de chantier (comprenant à minima les espaces pour le personnel sur site, les zones de stockage, les circulations et voiries provisoires, mises en défense...).</i> <i>Description des modes opératoires et de la méthodologie pour :</i> - <i>Etudes d'exécution (modalité d'implantation des circulations et des aménagements, repérage des réseaux existants) ;</i> - <i>Retrait de la végétation et la gestion des espèces invasives ;</i> - <i>Organisation des opérations ;</i> - <i>Accès aux parcelles (itinéraires envisagés, signalisation, accès ...)</i> ; - <i>Remise en état des sites (cheminement, canalisations, voiries, clôtures...).</i> <i>Prise en compte des contraintes spécifiques du projet dans la méthodologie proposée.</i> <i>Coordination générale du chantier.</i>	20.0
2.3- Planning et moyens mis en œuvre <i>Planning d'exécution détaillé, de la préparation de chantier à la réception des travaux, avec :</i> - <i>Les tâches et leur enchaînement ;</i> - <i>Les moyens humains et matériels par tâche ;</i> - <i>Les tâches de préparation de chantier ;</i> - <i>Les délais d'approvisionnement.</i> <i>Cohérence du planning avec les moyens prévus.</i>	15.0
2.4- Démarche et management environnemental <i>Méthodologie pour respecter les exigences en matière de management environnemental (conformité des installations de chantier, mise en défens des espaces à préserver, suivi environnemental, sensibilisation, visite de chantier, organisation des 1/4h environnement, stockage des produits dangereux ...).</i> <i>Méthodologie de gestion de la végétation (à conserver et à supprimer).</i> <i>Mesures envisagées pour prendre en compte la flore exotique envahissante ainsi que les espèces protégées.</i> <i>Il n'est pas demandé au candidat de présenter la démarche environnementale de son entreprise mais les mesures environnementales concrètes qui seront mises en place dans le cadre du chantier</i>	15.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Les méthodes utilisées pour la notation des autres critères sont les suivantes :

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

La méthode utilisée pour le calcul de la note du critère Valeur technique est la suivante :

Suite à l'appréciation des offres, le critère est évalué par la somme de chaque sous-critère auxquels sont préalablement appliqués les coefficients suivants :

- Très satisfaisant : 1,00
- Satisfaisant : 0,80
- Moyennement satisfaisant : 0,60
- Peu satisfaisant : 0,40
- Insatisfaisant : 0,20
- Non renseigné : 0

Le candidat qui obtient la note du critère la plus élevée se voit attribuer une note pondérée égale à la note maximale pouvant être obtenue. Les autres notes sont ensuite pondérées de la manière suivante :

(Note du critère obtenue par le candidat à noter / Note du critère la plus élevée) * base de notation.

Le mémoire technique devra respecter impérativement le cadre de réponse joint au DCE. Pour l'analyse de chaque sous-critère, seuls seront pris en compte les éléments indiqués dans le chapitre correspondant au sous-critère. Le mémoire technique ne devra pas dépasser 30 pages A4 (une page A3 équivaut à 2 pages A4), y compris page de garde et annexes, mais hors planning. Les pages supplémentaires (au-delà de la 30ème page) ne seront pas analysées et seront considérées comme non contractuelles.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur **se réserve la possibilité de négocier**.

Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre.

Les conditions de négociation sont les suivantes :

La négociation sera conduite dans de strictes conditions d'égalité, avec les trois (3) candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses à l'issue du classement établi sur la base des critères de l'article 6 ci-dessous.

Les candidats pourront être invités par le représentant du pouvoir adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au CCTP. Ces échanges s'effectueront de manière dématérialisée.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera finalement retenue à l'issue de ces négociations sur la base des mêmes critères.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Caen

3 à 5 rue Arthur Leduc

BP 25086

14050 CAEN CEDEX 4

Tél : 02 31 70 72 72

Télécopie : 02 31 52 42 17

Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Caen

3 à 5 rue Arthur Leduc

BP 25086

14050 CAEN CEDEX 4

Tél : 02 31 70 72 72

Télécopie : 02 31 52 42 17

Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr